

Je ne sais où le député était lorsque j'ai parlé de Deloitte Haskins and Sells. S'il avait été ici, il saurait que j'ai signalé un article paru dans le cahier «Report on Business» du *Globe and Mail*, où le ministre d'État aux Finances puise habituellement toutes ses idées. On pouvait trouver la semaine dernière, dans le «Report on Business» du *Globe and Mail*, une analyse de ce qui arriverait si le gouvernement imposait une taxe sur la nourriture. C'est l'article dont je parlais. L'auteur y affirmait très nettement que la taxe sur les aliments que le gouvernement songe à imposer ne favorise pas les consommateurs. Selon les chiffres de Deloitte, Haskins and Sells, si le gouvernement taxe les aliments et fait aussi disparaître le crédit d'impôt pour ceux dont le revenu ne dépasse pas 15 000 \$ par année, il n'en résultera pas moins un bénéfice net de 1 milliard de plus pour le Trésor fédéral. Le gouvernement veut faire ainsi une razzia fiscale, dans sa quête sans doute du Saint Graal de la finance: la réduction du déficit.

Le plus intéressant, c'est que ce gouvernement qui poursuit cette politique à la Reagan de réduction du déficit n'a qu'à regarder ce qui se passe au sud de la frontière pour se rendre compte que ce même président des États-Unis qui a promis, avant les élections, une politique de réforme fiscale jointe à la réduction du déficit a quand même réussi à porter le déficit à son niveau le plus élevé de l'histoire américaine. Si c'est l'exemple que nous suivons, Dieu nous protège jusqu'aux prochaines élections, après lesquelles nous pourrions abolir l'exemption de 500 000 \$ sur les gains en capital.

M. Orlikow: Monsieur le Président, j'ai une question à poser à la députée. Elle a critiqué les mesures fiscales adoptées par le gouvernement conservateur. Les libéraux ont cependant été au pouvoir durant cinquante des soixante dernières années. Nous savons qu'ils ont conçu les lois fiscales. Nous savons que, la dernière année de leur règne, 200 personnes dont le revenu dépassait 250 000 \$ par année n'ont pas payé d'impôt sur le revenu. Nous savons que de nombreuses sociétés, du moins les plus prospères, n'ont pas payé d'impôt sur le revenu. Nous savons que les acquéreurs de Gulf ont bénéficié d'un congé d'impôt de 500 millions de dollars sur cette seule transaction.

Je demande à la députée quelles assurances nous avons que, si jamais un autre gouvernement libéral est élu, il ne poursuivra pas les politiques du passé qui étaient tellement généreuses pour les particuliers et les sociétés riches.

Mme Copps: Monsieur le Président, je ne suis pas surpris que le député se serve de la plate-forme des anciens gouvernements libéraux. Il utilise le slogan des sociétés parasites. Nous nous rappelons très bien ce slogan des années 1960. Il me semble que les socialistes s'en étaient servis pendant une campagne électorale et avaient eu un assez bon succès. Ce que le député ne voit pas c'est que maintenant, et je l'ai dit dans mon discours, à cause de tous les prélèvements fiscaux du gouvernement conservateur depuis septembre 1984, nous avons une ponction cumulative allant de quelque 400 \$ pour les familles gagnant 19 000 \$ par an, à des milliers de dollars pour les familles moyennes.

Le gouvernement socialiste de la Nouvelle-Zélande, auquel le député aime s'associer, tout comme son chef ou le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy), a lui-même imposé une taxe de 10 p. 100 sur les produits alimentaires. Naturellement, nous ne pouvons comparer avec les gouvernements néo-démocrates

Les subsides

précédents au Canada, car il y en a eu trop peu. Les socialistes de la Nouvelle-Zélande ont taxé ce secteur sacro-saint, que les néo-démocrates canadiens jugent intouchable. Lorsque j'ai posé la question au député d'Ottawa-Centre il ne s'est pas complètement dissocié de ce gouvernement. Il n'a pas dit que la taxe néo-zélandaise était répréhensible. Il a dit que la situation au Canada était différente.

Il est facile pour le député et son parti de se pencher sur les campagnes électorales passées. Reconnaissons-le, nous nous sommes fait planter en 1984. Nous en avons payé le prix en perdant des douzaines de bons députés partout au pays parce que la population souhaitait un changement. Elle a voté pour le gouvernement actuel parce qu'il lui a promis de mettre en oeuvre de merveilleux changements. Presque trois ans se sont écoulés maintenant. Nous commençons franchement à en avoir assez, au parti libéral, d'entendre le gouvernement radoter sur les coûteux excès des libéraux. Nous en avons payé le prix. C'est aussi pourquoi quelque 70 députés conservateurs québécois de l'arrière-ban et toute une kyrielle de ma région ne soufflent mot. Ce que le peuple canadien voudrait savoir maintenant, c'est ce que le gouvernement va faire, surtout dans le domaine de la réforme fiscale.

Quant aux députés néo-démocrates, je les engage à jeter un coup d'oeil du côté de leurs amis socialistes en Nouvelle-Zélande. Pourquoi le député d'Ottawa-Centre ne condamne-t-il pas le gouvernement néo-zélandais pour sa taxe de 10 p. 100 sur les aliments aussi énergiquement que le gouvernement fédéral qui se prépare à en faire autant au Canada?

M. Hockin: Monsieur le Président, la députée dit que son parti a payé pour ses excès en siégeant trois ans dans l'opposition. Que dire du prix terrible que paient nos concitoyens pour l'accumulation du déficit. Les libéraux nous ont laissé une dette de plus de 200 milliards de dollars sur les bras. Les Canadiens en paient toujours le prix. La génération actuelle et la prochaine génération paieront pour cette immense dette qu'a accumulée le gouvernement précédent. C'est le peuple qui paie le prix, non pas le parti libéral parce qu'il n'exerce pas le pouvoir depuis quelques années.

La meilleure façon pour les libéraux de se racheter est de songer à des solutions de rechange. Que proposent des députés libéraux pour réduire le déficit? Comment réaménageraient-ils notre régime fiscal? C'est en trouvant ces solutions à ces problèmes qu'ils pourraient se racheter. Ce n'est pas en cherchant la petite bête et en se lançant dans des critiques vaporeuses. Ces solutions demandent de longues et dures réflexions. La députée est une personne intelligente. Elle peut donner le ton dans ce domaine. Je lui demande de nous faire part de ses solutions.

En ce qui concerne la taxe de vente fédérale, j'ai en main deux articles où il est question d'entreprises canadiennes qui ont dû fermer leurs portes à cause de la taxe de vente fédérale. D'après la société Central Tobacco Manufacturing, la taxe controversée la force à arrêter la production locale et à faire venir les produits nécessaires de son usine de Plattsburg, dans l'État de New York. C'est ce que dit un article paru le 17 décembre 1986. La société Bic a mis à pied 12 de ses 73 employés; elle prétend que c'est à cause de la taxe de vente fédérale instaurée par le gouvernement précédent, que nous essayons de supprimer.